Le Monde

Cent mille Grecs réclament des réparations à l'Allemagne

25.6.98. p. 3.

ATHÈNES
de notre correspondant

Depuis trois ans, sous l'action du préfet Yannis Stamoulis, de Thèbes, en Béotie, près de 100 000 Grecs ont déposé des plaintes auprès de divers tribunaux grecs. Ils réclament des dédommagements de guerre pour les victimes de l'occupation nazie. Le tribunal de Livadia, en Béotie, a déjà condamné l'Allemagne, le 30 octobre dernier, à verser plus de 9 milliards de drachmes (33 millions de dollars) aux descendants des 218 victimes de la bourgade de Distomo, en Béotie, exterminées par une division SS, le 10 juin 1944, le jour même où les nazis massacraient 642 Français à Oradour-sur-Glane. Trois autres tribunaux dans le Péloponnèse, à Aigion, Kalavryta (une autre ville martyre, où 541 hommes ont été exécutés en décembre 1943) et Patras, doivent se prononcer sur 5 700 plaintes.

Le 23 avril, la préfecture de Béotie a fait parvenir la décision de Livadia aux autorités allemandes, qui avaient jusqu'au 22 juin pour faire appel. Bonn a fait savoir, le 31 octobre dernier, que le jugement *« est contraire au droit international »* : l'Allemagne n'entend pas donner suite à la décision de Livadia.

Avocat réputé, ancien député européen du Pasok (socialiste, au pouvoir), Yannis Stamoulis ne baissera pas les bras : la décision de Livadia doit maintenant être appliquée, les autorités peuvent procéder à la saisie des biens allemands en Grèce, a affirmé M. Stamoulis. Refusant tout *« esprit de revanche »*, il n'entend pas ouvrir les hostilités avant d'en avoir discuté avec les autorités grecques compétentes et la partie allemande. Pour alerter l'opinion, M. Stamoulis a organisé, du 19 au 21 juin, au centre culturel européen de Delphes, une *« conférence gréco-allemande sur la question des dédommagements »*. Réunissant une dizaine de professeurs d'université et de juristes allemands spécialistes de l'histoire nazie et des réparations de guerre, la conférence a été l'occasion de faire le bilan des massacres et du pillage intégral de l'économie grecque, mais aussi de dénoncer le com portement de l'Etat allemand, accusé de se voiler la face.

« Nous voulons un changement d'attitude de l'Allemagne, qui, jusqu'à ce jour, refuse d'indemniser la Grèce », a lancé le professeur Manfred Messerschmidt, ancien directeur des archives militaires fédérales. *« Le droit allemand doit s'adapter et apprendre à affronter le passé ; le gouvernement fédéral ne pourra pas toujours éviter la décision »*, a renchéri Norman Paecht, professeur de droit international à l'université de Hambourg. Le professeur Dietrich Eichholtz, de l'université de Berlin, a dénoncé *« le rôle des entreprises et des banques allemandes pendant l'Occupation, une question toujours taboue »*. La conférence a achevé ses travaux en demandant à l'Allemagne de *« se repentir »* et d'*« accorder des réparations »*.

Didier Kunz